

Procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 15 janvier 2018

Tenue à la salle du conseil sise au 629, rue des Loisirs à Sainte-Christine, province de Québec à 19h30

A laquelle sont présents
Monsieur Jean-Marc Ménard, maire;
Monsieur Normand Roy, conseiller;
Monsieur Simon Dufault, conseiller et maire suppléant;
Monsieur Serge Chabot, conseiller;
Monsieur Michel Tétreault, conseiller ;
Madame Francine Brasseur, conseiller;
Monsieur Gilbert Grenier, conseiller.

Il est présentement absent :
Aucun

Formant quorum sous la présidence de Monsieur Jean-Marc Ménard, maire.

Était également présente :
Madame Caroline Lamothe, Directrice générale et secrétaire-trésorière

1. MOMENT DE RÉFLEXION

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

01-01-2018 Il est proposé par M. Michel Tétreault
Et résolu à l'unanimité des conseillers présents que l'ordre du jour soit adopté.

3. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 4 DÉCEMBRE 2017

02-01-2018 Il est proposé par Mme Francine Brasseur
Et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du 4 décembre 2017 tel que présenté.

4. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 14 DÉCEMBRE 2017

03-01-2018 Il est proposé par M. Simon Dufault
Et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'adopter le procès-verbal de la séance ordinaire du 14 décembre 2017 tel que présenté.

5. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 20 DÉCEMBRE 2017

04-01-2018 Il est proposé par M. Michel Tétreault
Et résolu à l'unanimité des conseillers présents d'adopter le procès-verbal de la séance extraordinaire du 20 décembre 2017 tel que présenté.

SUIVI

Aucune question

4. APPROBATION DE LA LISTE DES COMPTES

05-01-2018 Il est proposé par M. Michel Tétreault
Et résolu à l'unanimité des conseillers présents que la liste des comptes et salaires soit adoptée tel que présentée.

Comptes payés en décembre 2017	116 896.15\$	# 398 à 439
Salaires payés en décembre 2017	7 689.79\$	# 058 à 100
	5 308.18\$	# 302 à 312

5. PÉRIODE DE QUESTION

ATTENDU QUE certains citoyens jettent ou déposent sur les trottoirs, les chemins, les fossés, les rues ou dans les allées, cours, terrains publics, places publiques, de la neige, du gravier ou de la glace provenant d’un terrain privé;

ATTENDU QUE le G100, dans le chapitre 3 sur les nuisances, article 18 « Disposition de la neige, du sable, du gravier ou de la glace » sont mentionnés dans la réglementation;

ATTENDU QUE le G100 est appliqué par la Sûreté du Québec de la MRC d’Acton et la municipalité Sainte-Christine;

ATTENDU QU’un avis a été envoyé à tous les citoyens de Sainte-Christine concernant la réglementation mentionné plus haut;

ATTENDU QUE des vérifications avec la SQ pour la procédure à suivre suite à une infraction au G100, article 18 « Disposition de la neige, du sable, du gravier ou de la glace »;

ATTENDU QUE suite à des vérifications et une rencontre avec la SQ, la municipalité doit émettre les constats d’infraction concernant l’application de l’article 18 du règlement G100

07-01-2018

Il est proposé par M. Gilbert Grenier
Et résolu à l’unanimité d’envoyer un avis écrit à chaque immeuble qui enfreints la réglementation et par la suite s’il y a récidive un avis d’infraction doit être envoyé à ceux-ci. La personne responsable de l’émission de constat d’infraction est l’Officier municipal.

6. ADMINISTRATION

a) Avis de motion concernant le Code d’éthique et de déontologie des élus municipaux

08-01-2018

Un avis de motion est présentement donné par M. Serge Chabot, concernant l’adoption du règlement # 302-2018 Code d’éthique et de déontologie des élus municipaux.

b) Adoption du projet de règlement #302-2018 Code d’éthique et de déontologie des élus municipaux

PROJET DE RÈGLEMENT PORTANT SUR LE CODE D’ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE S’APPLIQUANT AUX ÉLUS MUNICIPAUX

ATTENDU QUE, conformément à la *Loi sur l’éthique et la déontologie en matière municipale* (L.R.Q., c. E-15.1.0.1), toute municipalité doit adopter un code d’éthique et de déontologie ;

ATTENDU QUE l’article 13 de la Loi sur l’éthique et la déontologie en matière municipale prévoit que toute municipalité doit, suivant toute élection générale et avant le 1^{er} mars suivant, adopter à l’intention de ses élus un code d’éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur, avec ou sans modification;

ATTENDU QUE le code d'éthique et de déontologie énonce les principales valeurs de la municipalité en matière d'éthique et énonce également les règles déontologiques qui doivent guider la conduite d'une personne à titre de membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou, en sa qualité de membre d'un conseil de la municipalité, d'un autre organisme;

ATTENDU QUE la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* exige que le projet de règlement soit présenté lors d'une séance du conseil par le membre qui donne l'avis de motion;

ATTENDU QU'avis de motion et présentation d'un projet de règlement a été donné à la séance ordinaire du 15 janvier 2018 et il est donné par M. Serge Chabot;

ATTENDU QU'un avis public a été publié 16 janvier 2018 par la directrice générale et secrétaire-trésorière, résumant le contenu du projet de règlement et indiquant le lieu, la date et l'heure de la séance où le règlement doit être adopté, laquelle séance ne doit pas être tenue avant le 7^{ième} jour après la publication de cet avis public;

ATTENDU QUE les formalités prévues à la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (L.R.Q., c. E-15.1.0.1) ont été respectées;

ATTENDU QU'une copie du présent règlement a été transmise aux membres du Conseil présents au plus tard deux (2) jours juridiques avant la séance à laquelle le présent règlement doit être adopté et que tous les membres du Conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture, conformément à l'article 445 du Code municipal;

09-01-2018

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par M. Simon Dufault,
Appuyé par M. Michel Tétreault
Et résolu à l'unanimité que le présent projet de règlement portant le numéro 302-2018 sur le code d'éthique et de déontologie s'appliquant aux élus municipaux de la Municipalité de Sainte-Christine soit adopté ce qui suit :

ARTICLE 1 Préambule

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 Valeur du code d'éthique et de déontologie

Les principales valeurs de la Municipalité de Sainte-Christine énoncées dans ce code d'éthique et de déontologie qui doivent guider les membres du conseil dans l'appréciation des règles déontologiques qui leurs sont applicables sont :

- 1° L'intégrité des membres de tout conseil de la municipalité;
- 2° L'honneur rattaché aux fonctions de membre d'un conseil de la municipalité;
- 3° La prudence dans la poursuite de l'intérêt public;
- 4° Le respect envers les autres membres d'un conseil municipal, les employés et les citoyens;
- 5° La loyauté envers la municipalité;
- 6° La recherche de l'équité.

Les valeurs énoncées dans le code d'éthique et de déontologie doivent guider toute personne à qui il s'applique dans l'appréciation des règles déontologiques qui lui sont applicables.

Les règles prévues au présent code d'éthique et de déontologie ont pour objectifs de prévenir, notamment :

1° toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;

2° toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2);

3° le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

ARTICLE 3 Interprétation

Tous les mots utilisés dans le présent code conservent leur sens usuel, sauf pour les expressions et les mots définis comme suit :

« Avantage » :

Comprend tout cadeau, don, faveur, récompense, service, commission, gratification, marque d'hospitalité, rémunération, rétribution, gain, indemnité, privilège, préférence, compensation, bénéfice, profit, avance, prêt, réduction, escompte, ou toute autre chose utile ou profitable de même nature ou toute promesse d'un tel avantage.

« Intérêt personnel » :

Intérêt de la personne concernée, qu'il soit direct ou indirect, pécuniaire ou non, réel, apparent ou potentiel. Il est distinct, sans nécessairement être exclusif, de celui du public en général ou peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée. Est exclu de cette notion le cas où l'intérêt personnel consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail rattachées aux fonctions de la personne concernée au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal.

« Intérêt des proches » :

Intérêt du conjoint de la personne concernée, de ses enfants, de ses ascendants ou intérêt d'une société, compagnie, coopérative ou association avec laquelle elle entretient une relation d'affaires. Il peut être direct ou indirect, pécuniaire ou non, réel, apparent ou potentiel. Il est distinct, sans nécessairement être exclusif, de celui du public en général ou peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée.

« Organisme municipal » :

1- un organisme que la loi déclare mandataire ou agent d'une municipalité;

2- un organisme dont le conseil est composé majoritairement de membre du conseil d'une municipalité;

3- un organisme dont le budget est adopté par la municipalité ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci;

4- un conseil, une commission ou un comité formé par la municipalité chargé d'examiner et d'étudier une question qui lui est soumise par le conseil;

5- une entreprise, corporation, société ou association au sein de laquelle une personne est désignée ou recommandée par la municipalité pour y représenter son intérêt.

ARTICLE 4 Champ d'application

Le présent code s'applique à tout membre du conseil de la municipalité de Sainte-Christine.

ARTICLE 5 Règles

5.1 Conflits d'intérêts

Toute personne doit éviter de se placer, sciemment, dans une situation où elle est susceptible de devoir faire un choix entre, d'une part, son intérêt personnel ou celui de ses proches et, d'autre part, celui de la municipalité ou d'un organisme municipal.

Le cas échéant, elle doit rendre publiques ces situations et s'abstenir de participer aux discussions et aux délibérations qui portent sur celles-ci.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, il est interdit à toute personne d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

Il est également interdit à toute personne de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.2. Avantages

Il est interdit à toute personne :

- d'accepter, de recevoir, de susciter ou de solliciter tout avantage pour elle-même ou pour une autre personne en échange d'une prise de position sur une question dont un conseil, un comité ou une commission dont elle est membre peut être saisi;
- d'accepter tout avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.
- La personne qui reçoit tout avantage qui excède 200 \$ et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par le paragraphe 2 du premier alinéa doit, dans les 30 jours de sa réception, produire une déclaration écrite à la Secrétaire-Trésorière de la municipalité contenant une description adéquate de cet avantage, le nom du donateur, la date et les circonstances de sa réception.

5.3 Discretion et confidentialité

Il est interdit à toute personne, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, d'utiliser, de communiquer ou de tenter d'utiliser ou de communiquer des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont généralement pas à la disposition du public pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

5.4 Utilisation des ressources de la municipalité

Il est interdit à toute personne d'utiliser ou de permettre l'utilisation des ressources, des biens ou des services de la municipalité ou des organismes municipaux à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions.

S'abstenir de toute utilisation d'un élément d'identification visuelle, notamment le logo, le sceau, les armoiries ou la devise de la Municipalité à des fins personnelles.

5.5 Respect du processus décisionnel

Toute personne doit respecter les lois, les politiques et les normes (règlements et résolutions) de la municipalité et des organismes municipaux relatives aux mécanismes de prise de décision.

Participer dans les six mois de son entrée en fonction à une session de formation sur l'éthique et la déontologie conçue spécialement pour le milieu municipal et aux sessions de formation complémentaires offertes périodiquement pendant la durée du mandat.

5.6. Obligation de loyauté après mandat

Toute personne doit agir avec loyauté envers la municipalité après la fin de son mandat dans le respect des dispositions de la loi. Il lui est interdit d'utiliser ou de divulguer des renseignements confidentiels dont elle a pris connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, il est interdit à toute personne, dans les 12 mois qui suivent la fin de son mandat, d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction de telle sorte qu'elle-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre d'un conseil de la municipalité.

ARTICLE 6. Sanctions

Conformément aux articles 7 et 31 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (2010, c. 27) :

« Un manquement au présent Code d'éthique et de déontologie visé par un membre d'un conseil d'une municipalité peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes :

- 1° la réprimande;
- 2° la remise à la municipalité, dans les 30 jours de la décision de la Commission municipale du Québec :
 - a) du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci,
 - b) de tout profit retiré en contravention d'une règle énoncée dans le code,

3° le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle prévue au code, comme membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou d'un organisme;

4° la suspension du membre du conseil pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours, cette suspension ne pouvant avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

Lorsqu'un membre d'un conseil est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la municipalité ou, en sa qualité de membre d'un conseil de la municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation ou toute autre somme de la municipalité ou d'un tel organisme. »

- c) Marge de crédit
10-01-2018 Il est proposé par M. Simon Dufault
Appuyé par Mme Francine Brasseur
Et résolu à l'unanimité de faire une demande pour l'augmentation de la marge de crédit d'un montant de 582 851\$, ce qui est le montant de la subvention de la taxe d'accise que nous allons recevoir en mars 2019. Il est autorisé également que M. Jean-Marc Ménard, maire et Mme Caroline Lamothe, directrice générale, a signé les documents nécessaires pour cette demande.
- d) Système téléphone du bureau municipal
11-01-2018 Il est proposé par M. Normand Roy
Et résolu à l'unanimité d'accepter la proposition de services affaires de Cooptel pour le système téléphonique avec boîte vocale. Le coût est de 817.95\$ pour l'équipement et l'installation (3 téléphones). Les frais mensuel sont de 299.15\$/mois pour une entente de 60 mois.
- e) Cellulaire
12-01-2018 Il est proposé par M. Serge Chabot
Et résolu à l'unanimité d'autoriser le remboursement de 20\$ mensuel pour l'utilisation d'un cellulaire. Le remboursement est autorisé pour quatre personnes; M. Jean-Marc Ménard, maire, Mme Caroline Lamothe, directrice générale, M. Gilles Tétreault, inspecteur en voirie et Mme Marie-Ève Desgranges, inspectrice en bâtiment/voirie.

7. SÉCURITÉ PUBLIQUE

- a) Rapport du Chef pompier
M. Jacques Leclerc fait son rapport. Une soumission doit être demandée pour le remplacement de bombonne étant donné que plusieurs sont désuètes.
- b) Formation RCR
13-01-2018 Il est proposé par M. Gilbert Grenier
Et résolu à l'unanimité de déboursier pour le renouvellement des cartes des pompiers du service d'incendie de Sainte-Christine.
- Un avis dans le journal municipal doit être fait, concernant une formation offert aux citoyens pour l'utilisation du défibrillateur qui est disposé dans le Centre municipal.

8. TRANSPORT VOIRIE

- a) Rapport de l'inspecteur
Aucun rapport n'est fait.
- b) Résiliation du Contrat pour le déneigement des lieux publics et de l'école Notre-Dame de Sainte-Christine

ATTENDU QUE M. Sébastien Viens demande la résiliation de son contrat 2017-2018 pour le déneigement des lieux publics et de l'école Notre-Dame de Sainte-Christine;

- 15-01-2018 Il est proposé par M. Serge Chabot
Et résolu à l'unanimité d'accepter à la demande de M. Sébastien Viens. Un versement sera émis au prorata des jours travail (du 1^{er} novembre 2017 au 15 janvier 2018 inclusivement) versus le montant versé à M. Viens.
- c) Octroie de contrat pour le déneigement des lieux publics et de l'école Notre-Dame de Sainte-Christine pour l'année 2018
- 16-01-2018 Il est proposé par M. Simon Dufault
Et résolu à l'unanimité d'octroyé le contrat de déneigement des lieux publics et de l'école Notre-Dame de Sainte-Christine pour l'année 2018 à M. Tommy Grenier au coût de 6 500\$
- 17-01-2018 Il est proposé par M. Gilbert Grenier
Et résolu à l'unanimité d'enlever du contrat à M. Tommy Grenier concernant le déneigement des lieux publics et de l'école Notre-Dame de Sainte-Christine pour l'année 2008, le déneigement de tous les marches et portes. Le déneigement, déglacage et nettoyages des marches doivent être faite par Mme Marie-Ève Desgranges. Une entente est prise avec Mme Desgranges.
- d) Demande au MTMDET, déneigement de la route 116
- 18-01-2018 Il est proposé par M. Gilbert Grenier
Et résolu à l'unanimité de demande au MTMDET de faire des vérifications concernant le déglacage et le déneigement de la route 116. La route 116 est souvent très glacée et mal déneigée en comparaison avec d'autres routes entretenues par le MTMDET.
- e) Mandat de services professionnels pour la réfection du chemin Danby
- 19-01-2018 Il est proposé par M. Michel Tétreault
Et résolu à l'unanimité d'accepter la soumission de la firme WSP au coût de 8 150\$ plus taxes pour la réfection du chemin Danby sur une longueur approximative de 1800mètres. L'offre de service comprend :
- ✓ Réunion de démarrage
 - ✓ Soumission pulvérisation (invitation)
 - ✓ Soumission pierre concassée et sable (invitation)
 - ✓ Soumission rechargement et pavage (SEAO)
 - ✓ Visite de chantier
 - Pulvérisation
 - Réfection fondation
 - Rechargement pavage
 - Réception provisoire
 - ✓ Gestion du laboratoire et gestion du projet, surveillance partielle

9. HYGIÈNE DU MILIEU

Aucun sujet

10. URBANISME

a) Formation de l'inspectrice

- 19-01-2018 Il est proposé par M. Gilbert Grenier
Et résolu à l'unanimité l'inscription de Mme Marie-Ève Desgranges, inspectrice en bâtiment, à ces formations :

FORMATION	LIEUX	COÛT
Le rôle de conciliateur-arbitre de la personne désignée pour le règlement de mésententes relatives aux fossés et clôtures de ligne, découverts et fossés de drainage	01/02/2018	289.00 + tx
La stabilisation des rives	15/02/2018	298.00\$ +tx
Milieux humides et hydriques et certificats d'autorisation : quel rôle pour les municipalités?	03/04/2018	298.00\$ + tx
Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q2 R22)	14-15/03/2018	556.00\$ + Tx
Les droits acquis et règlement à caractère discrétionnaire en matière d'aménagement et d'urbanisme	25-26/04/2018	556.00\$ + Tx
Congrès de la COMBEQ	3-4-5/05/2018	635.00\$ + tx

b) Demande de M. Pierre Guilbert et Mme Johanne Guilbert
Point remis, des vérifications doivent être faites

11. LOISIRS ET CULTURE

20-01-2018 a) Comité de Soccer de Sainte-Christine
Il est proposé par M. Gilbert Grenier
Et résolu

21-01-2018 b) Souper Spaghetti
Il est proposé par Mme Francine Brasseur
Et résolu à l'unanimité d'autoriser avec l'accord du Service d'incendie de Sainte-Christine que l'évènement du Souper spaghetti du 14 avril 2018 de la fabrique de Sainte-Christine soit fait à la caserne d'incendie.

c) Demande de M. Serge Chabot
M. Serge Chabot demande de se faire retirer des Loisirs comme administrateur. M. Ménard, maire, va faire des vérifications suite à cette demande.

d) Demande d'entente avec St-Hyacinthe
Des informations doivent être prises concernant une entente avec Saint-Hyacinthe concernant la piscine.

22-01-2018 e) Administrateur des Loisirs de Sainte-Christine
Il est proposé par M. Serge Chabot
Et résolu à l'unanimité de demander une lettre aux administrateurs comme quoi ils ont tous remis les documents des Loisirs de Sainte-Christine qui étaient en leur possession.

12. RAPPORT

M. Gilbert Grenier fait son rapport concernant la Régie des déchets d'Acton et des Maskoutains. La municipalité va recevoir en 2018 un remboursement équivalent à 97% de la facture 2018 pour le recyclage. Cette nouvelle va être mise dans le journal municipal.

13. VARIA

a) Rencontre avec les avocats
Une rencontre avec les avocats va être prévue avec le conseil municipal concernant la conformité des champs d'épuration et fosse septique et les Loisirs de Sainte-Christine.

14. CORRESPONDANCE

Aucune correspondance

15. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

24-01-2018 Il est proposé par M. Simon Dufault
Et résolu à l'unanimité des conseillers présents que l'assemblée soit levée à 21h06